Compte Rendu de la réunion du Conseil Municipal du 03 MARS 2025

Date de Convocation : 25 février 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le trois mars, à 20 H 30, le Conseil Municipal de Bovelles s'est réuni au lieu habituel de ses sessions sous la présidence de Monsieur GRIMAUX Mickaël, Maire.

Etaient présents : Mme GIRARD Caroline.
MM. DEHOSTINGUE Cyprien, GADRÉ Roger, MAGNIER
Christophe, SOMAZZI Laurent, SUEUR Charles,
VANDOO LAEGHE Cédric.

Etaient absents excusés : M. LEVOIR Stéphane ayant donné pouvoir à M.
VANDOO LAEGHE Cédric.
M. DEGROOTE Freddy ayant donné pouvoir à M.
DEHOSTINGUE Cyprien.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 09 DECEMBRE 2024

Lecture du compte rendu de la réunion du 09 décembre 2024.
Approbation à l'unanimité des présents par le C.M.

OUTIL DE GESTION POUR LA BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE

Suite à une nouvelle organisation de la Bibliothèque Départementale de la Somme et du réseau des bibliothèques d'Amiens Métropole, notre bibliothèque communale devra être équipée d'un ordinateur (portable mairie), d'une imprimante à prévoir sûrement à l'avenir et d'une scanette (lecteur code-barres) afin de gérer les livres prêtés par la Métropole.

CONVENTION D'UTILISATION DES LOCAUX DE LA FOURRIERE ANIMALE MUNICIPALE D'AMIENS POUR LES ANIMAUX EN PROVENANCE D'AUTRES COLLECTIVITES

Monsieur le Maire expose que la ville d'AMIENS a mis en place un nouveau marché de gestion depuis le 1^{er} décembre 2024. Depuis 30 ans, la fourrière d'AMIENS accueille de plus en plus d'animaux en provenance de villes voisines mais n'a jamais répercuté les coûts de fonctionnement et d'entretien sur ces dernières. Aussi, afin d'améliorer les conditions d'accueil des animaux et participer au financement des travaux de réfection des bâtiments de la fourrière municipale, une convention tripartite doit être signée entre la ville d'AMIENS, le gestionnaire de la fourrière (SACPA) avec qui la commune a déjà un contrat en cours et notre collectivité.

Ainsi pour bénéficier des services de la fourrière, les communes extérieures à la ville d'AMIENS doivent s'acquitter d'une participation financière annuelle fixée à 0,25 € par habitant et par an (population INSEE de l'année considérée), payable sur émission d'un titre de recettes le 1^{er} novembre de chaque année. En cas de signature en cours d'année, cette participation sera calculée au prorata du nombre de mois concernés.

Oùï l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré à l'unanimité des présents, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le projet de convention à intervenir avec la ville d'AMIENS et le gestionnaire de la fourrière (SACPA) ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention avec effet dès la signature de celle-ci ;
- **INSCRIT** les crédits correspondants chaque année au budget de la collectivité.

PANNEAUX SIGNALITIQUES METROPOLITAINS

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la mise en place de panneaux signalétiques par Amiens Métropole aux entrées de village.

RANDO 39 AMIENS METROPOLE

N'ayant pas de personnes présentes le 04 mai 2025 pour la rando 39 Amiens Métropole et sachant qu'une randonnée est déjà organisée par le Comité des Fêtes de BOVELLES le 24 mai 2025, celle-ci n'aura pas lieu.

FÊTE LOCALE DU VILLAGE

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a reçu en mairie un courrier du forain habituel, M. et Mme TOUTTAIN Sandy, en date du 07 janvier 2025, sollicitant l'installation d'un manège enfantin, d'une pêche aux canards, de jeux de pièces, d'un tir à la carabine et d'une structure gonflable, pour la fête locale en septembre 2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal donne son accord pour leur venue.

TAUX DE COTISATION DU CENTRE DE GESTION DE LA SOMME

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de l'évolution du taux de cotisation du Centre de Gestion de la Somme qui a été fixé par le Conseil d'Administration du CDG 80 en date du 09.12.2024. Pour les collectivités et établissements publics affiliés, comme BOVELLES, le taux de cotisation applicable à compter du 1^{er} janvier 2025 passe de 0,90 % à 0,94 %.

DELIBERATION DE MISE EN PLACE DU TEMPS PARTIEL AU SEIN DE LA COMMUNE DE BOVELLES POUR LES AGENTS TITULAIRES, STAGIAIRES OU CONTRACTUELS

Monsieur le Maire expose :

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel par les fonctionnaires et les agents des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2004-678 du 8 juillet 2004 fixant le taux de la cotisation prévue à l'article L 11 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite (le cas échéant),

Vu le décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (*le cas échéant*)

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 07 janvier 2025,

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le temps partiel constitue une possibilité d'aménagement du temps de travail pour les agents publics et que conformément à l'article 60 de la loi du 26 janvier 1984, les modalités d'exercice du travail à temps partiel sont fixées par l'organe délibérant, après avis du Comité social territorial.

Le temps partiel s'adresse aux fonctionnaires titulaires et stagiaires occupant un poste à temps complet ainsi qu'aux agents non titulaires employés à temps complet et de manière continue depuis plus d'un an.

Il peut également s'adresser aux agents titulaires à temps non complet lorsque son octroi est de droit.

Il peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou dans le cadre annuel sous réserve de l'intérêt du service.

Le temps partiel est suspendu pendant le congé de maternité, d'adoption et de paternité.

Le temps partiel sur autorisation (quotité comprise entre 50 et 99 %) :

L'autorisation qui ne peut être inférieure au mi-temps est accordée sur demande des intéressés, sous réserve des nécessités du service uniquement.

Le temps partiel de droit (quotités de 50, 60, 70 ou 80 %) :

Le temps partiel de droit est accordé :

- à l'occasion de la naissance ou de l'adoption d'un enfant (jusqu'à son 3^{ème} anniversaire ou du 3^{ème} anniversaire de son arrivée au foyer en cas d'adoption),
- pour donner des soins à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne ou victime d'un accident ou d'une maladie grave,
- aux personnes visées à l'article L. 5212-13 du Code du travail (1°, 2°, 3°, 4°, 9, 10° et 11), après avis du médecin de prévention.

Le temps partiel de droit est accordé sur demande des intéressés, dès lors que les conditions d'octroi sont remplies.

Les agents qui demandent à accomplir un temps partiel de droit pour raisons familiales devront présenter les justificatifs afférents aux motifs de leur demande.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'instituer le temps partiel et d'en fixer les modalités d'application :

- Le temps partiel peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel suivant les cas,
- Les quotités du temps partiel sont fixées à 50, 60, 70, 80 %) de la durée hebdomadaire du service exercé par les agents du même grade à temps plein,
- La durée des autorisations est fixée à 12 mois. Le renouvellement de l'autorisation de travail à temps partiel doit faire l'objet d'une demande et d'une décision expresses.
- Les demandes devront être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée (pour la première demande et autre),

- Les demandes de modification des conditions d'exercice du temps partiel en cours de période, pourront intervenir :
 - * à la demande des intéressés dans un délai de 2 mois avant la date de modification souhaitée,
 - * à la demande du Maire, si les nécessités du service et notamment une obligation impérieuse de continuité de service le justifie.
- Après réintégration à temps plein, une nouvelle autorisation d'exercice à temps partiel ne sera accordée qu'après un délai de 6 mois,
- La réintégration à temps plein peut intervenir avant l'expiration de la période en cours, sur demande des intéressés, présentée au moins 2 mois avant la date souhaitée. Elle peut intervenir sans délai en cas de motif grave, notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement dans la situation familiale,
- Les fonctionnaires stagiaires dont le statut prévoit l'accomplissement d'une période de stage dans un établissement de formation ou dont le stage comporte un enseignement professionnel (administrateurs territoriaux, conservateurs territoriaux du patrimoine et des bibliothèques) ne peuvent être autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel pendant la durée du stage.

Sur le rapport du Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité des présents, l'Assemblée Délibérante décide :

- d'instituer le temps partiel pour les agents de la collectivité selon les modalités exposées et qu'il appartiendra à l'autorité territoriale d'accorder les autorisations individuelles, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services, dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et de la présente délibération.

[Concernant Monsieur PORET Julien, un arrêté sera pris l'autorisant, à compter du 01.01.2025, à exercer ses fonctions à temps partiel de droit à raison de 80 % du temps plein, pour une période de 12 mois (*entre 6 mois et un an*), dans la limite du 3^{ème} anniversaire de l'enfant LENS PORET Iris. Le temps de travail est organisé dans un cadre hebdomadaire, soit le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00, sur toute l'année.]

DELIBERATION DE DETERMINATION DES RATIOS D'AVANCEMENTS DE GRADE

Monsieur le Maire **rappelle à l'assemblée** :

Qu'en application de l'article L522-27 du code général de la fonction publique, il appartient aux assemblées délibérantes de chaque collectivité de fixer, après avis du comité social territorial, le taux de promotion pour chaque grade d'avancement à l'exception de ceux relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale.

Il propose donc de fixer, au regard des circonstances locales, grade par grade, le ratio promu / promouvables, le nombre de promouvables représentant l'effectif des fonctionnaires du grade considéré remplissant les conditions d'avancement de grade.

Monsieur le Maire précise que le taux retenu, exprimé sous la forme d'un pourcentage, reste en vigueur tant qu'une nouvelle décision de l'organe délibérant ne l'a pas modifié.

Dans l'hypothèse où par l'effet du pourcentage déterminé le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promu n'est pas un nombre entier, Monsieur le Maire propose de retenir l'entier supérieur.

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 07 janvier 2025, avec entrée en vigueur du dispositif le 1^{er} février 2025.

Le taux est uniforme pour tous les grades fixés au tableau des effectifs de la collectivité : 100 %

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des présents, décide :

De retenir le taux de promotion tel que défini ci-dessus.

TRAVAUX RUE LOUIS LECLERCO

Monsieur le Maire fait la présentation des travaux prévus rue Louis Leclercq.
Des remarques sont faites en attente de plus de détails sur l'aménagement proposé par les services de la Métropole.

TRAVAUX PLACE DU 8 MAI 1945

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'ENEDIS vont dévier les câbles d'alimentation et faire le raccordement la semaine prochaine.
Puis les travaux par Amiens Métropole pour combler le trou devraient suivre.

TRAVAUX A L'EGLISE

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les travaux prévus ont été réalisés par la Société BODET CAMPANAIRE, mais le « glas » ne fonctionne toujours pas. Un devis a été redemandé à la Société et en attente.

QUESTIONS DIVERSES

* Nids de poule liaison métropolitaine BOVELLES - GUIGNEMICOURT :

Plusieurs demandes de rebouchage ont été faites à la Métropole ainsi qu'une demande d'étude de réfection globale de la voirie.

* Formation informatique habitant :

Peu de retour pour organiser une 2^{ème} session.

* Repas CCAS :

Présentation du menu du repas du CCAS du 06 avril 2025.

Le Maire,

Les Adjoints,

Les Conseillers,